

**Centres de l' OCDE**

**Allemagne**

Berlin (49-30) 288 8353

**Japon**

Tokyo (81-3) 5532-0021

**Mexique**

Mexico (52-55) 5281 3810

**Etats-Unis**

Washington (1-202) 785 6323

ALLEMAGNE · AUSTRALIE · AUTRICHE · BELGIQUE · CANADA · CORÉE · DANEMARK · ESPAGNE · ETATS-UNIS · FINLANDE  
FRANCE · GRECE · HONGRIE · IRLANDE · ISLANDE · ITALIE · JAPON · LUXEMBOURG · MEXIQUE · NORVEGE  
NOUVELLE-ZELANDE · PAYS-BAS · POLOGNE · PORTUGAL · REPUBLIQUE SLOVAQUE · REPUBLIQUE TCHEQUE · ROYAUME-UNI · SUEDE · SUISSE · TURQUIE

PAC/COM/NEWS(2004)11

Paris, le 16 avril 2004

**Les ministres chargés de l'aide notent un accroissement du volume de l'APD  
et prônent une réforme de l'aide ainsi que l'adoption de nouvelles approches de nature  
à mettre à profit les synergies entre sécurité et développement**

La réunion annuelle du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a rassemblé des ministres chargés de l'aide et des responsables d'organismes d'aide, ainsi que des représentants du PNUD, de la Banque mondiale et du FMI, sous la présidence de M. Richard Manning, Président du CAD.

M. Manning a dégagé les points forts de la réunion :

**Le volume de l'aide est en augmentation, mais l'effort est loin d'être suffisant**

Le volume de l'aide s'est accru de 11 % au total au cours des deux années écoulées après avoir décliné pendant toute une décennie. Il faudra néanmoins aller beaucoup plus loin dans cet effort pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) fixés par les Nations Unies à l'horizon 2015, et notamment réduire de moitié la proportion de la population vivant dans la pauvreté, faire reculer les taux de mortalité maternelle et infantile et donner aux enfants, filles et garçons, accès à l'éducation. Si les engagements déjà souscrits par les donateurs permettront une augmentation de l'APD d'environ 25 % d'ici 2006, l'heure n'est pas à l'auto-satisfaction.

**Pour une réforme de l'aide**

Les Ministres ont réaffirmé leur soutien à l'effort collectif, lancé au Forum de Rome en février 2003, visant à renforcer l'efficacité de l'aide par l'adoption de réformes destinées à simplifier et harmoniser les pratiques des organismes bilatéraux et multilatéraux et des fonds mondiaux spéciaux en matière d'aide. L'idée-force est d'arrêter de perdre du temps et de l'argent du fait de la multiplication des activités, rapports et missions des donateurs.

La récente réforme de l'aide au Bangladesh fait figure d'exemple. Dans le passé, 13 donateurs menaient 27 projets dans l'enseignement primaire, dont les versements s'opéraient par l'intermédiaire de 33 comptes spéciaux. L'année dernière, les donateurs ont opté pour une approche sectorielle unique, en accord avec la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement bangladais, s'articulant autour d'accords financiers communs, de missions conjointes et de seulement trois comptes.

Les ministres et responsables des organismes d'aide se sont engagés à faire en sorte que les organismes dont ils ont la charge mettent en œuvre les plans d'action élaborés sur la base du programme

JT00162291

**OCDE Relations avec les médias**

**Demandes générales** : Tél. (33) 1 45 24 97 00 - Fax. (33) 1 45 24 80 03/94 37 · **Recherche & documentation** : Tél. (33) 1 45 24 80 88/80 89  
**www.oecd.org/media** · **Adresse électronique** : [news.contact@oecd.org](mailto:news.contact@oecd.org)

**Organisation de Coopération et de Développement Economiques**, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France Tél. (33) 1 45 24 82 00 - Fax. (33) 1 45 24 85 00  
**www.oecd.org**

présenté à Rome, dans le droit fil des plans d'action des pays en développement. Ils sont convenus qu'une nouvelle phase de réforme doit être proposée pour adoption au Forum qui se tiendra à Paris début 2005.

### **Une nouvelle approche de nature à mettre à profit les synergies entre sécurité et développement**

La réunion à haut niveau a adopté une déclaration sur la réforme des systèmes de sécurité, dont les donateurs pourront s'inspirer dans leurs efforts pour aider les pays en développement à s'attaquer à l'une des principales causes de la pauvreté : les conflits violents et l'insécurité publique et la terreur au quotidien. Le principe fondamental est de traiter les systèmes de sécurité dans leur globalité, notamment le fonctionnement des forces de police et du système judiciaire, le contrôle exercé par les civils sur les forces armées, et la protection des droits de l'homme. Cela suppose une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration, tant dans le pays partenaire que du côté des donateurs, qui s'inscrive dans un cadre cohérent associant les instances civiles, les forces de police et les forces armées. Une telle approche mise en œuvre aux Îles Salomon porte ses fruits.

La réunion à haut niveau est convenue d'apporter des ajustements et éclaircissements à la définition des interventions relevant de l'APD qui concernent la prévention du recrutement d'enfants soldats, le renforcement du rôle de la société civile dans les systèmes de sécurité, et la supervision civile et le contrôle démocratique des dépenses de sécurité. D'autres questions relatives à la définition de l'APD dans ces domaines nécessitant une réflexion plus approfondie feront l'objet de propositions qui seront présentées à la réunion à haut niveau de 2005.

### **La croissance économique est un élément indispensable à la réalisation des OMD**

La croissance économique dynamique de l'Asie de l'Est et du Sud a permis de faire échapper à la pauvreté plus d'individus que jamais dans l'histoire. Mais nombreux sont les pays en développement dans le monde qui n'obtiennent pas une croissance suffisante pour faire reculer de façon décisive la pauvreté et atteindre les OMD. Le problème, étroitement lié à la situation propre à chaque pays, est complexe et lourd d'enjeux. La réunion à haut niveau est convenue de redoubler d'efforts pour aider ces pays à enclencher une dynamique de croissance. Dans cette optique, il faut faire de l'instauration d'une croissance à large assise un axe central des stratégies de réduction de la pauvreté, optimiser les synergies entre le secteur privé, l'agriculture et les infrastructures, y compris les technologies de l'information, et favoriser un développement du secteur financier qui bénéficie aux pauvres. Le rôle déterminant des échanges dans le processus de croissance a été souligné, et la réunion à haut niveau a rappelé combien il importait de concrétiser les objectifs du Cycle de Doha sur le développement.

### **Nouvelle interprétation relative à la comptabilisation dans l'APD des projets relevant du mécanisme pour un développement propre**

La réunion à haut niveau a élaboré une nouvelle règle qui permettra d'assurer une notification cohérente dans les statistiques d'APD de l'aide que fournissent les membres pour financer des projets relevant du mécanisme pour un développement propre. Cette nouvelle règle stipule que la valeur de tout "crédit carbone" acquis par les donateurs doit être déduite de l'APD.